

Affaire suivie par Bruno Amat
Chef du bureau
bruno.amat@gard.gouv.fr
BA n°

ARRETE PREFECTORAL n° 2023-45 du 26 octobre 2023

modifiant l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le livre I du code de l'environnement relatif aux dispositions communes et notamment l'article R181-45 ;

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié par les arrêtés modificatifs n°2013-27 du 13 mai 2013, n°2014-21 du 16 juillet 2014, n°2014-32 du 5 novembre 2014, n°2014-36 du 5 décembre 2014 et n° 2022-50 du 10 novembre 2022, réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30-2023-09-19-00002 du 19 septembre 2023 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;

Vu le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 24 mai 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 septembre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 3 octobre 2023 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant indiquée par courrier en date du 16 octobre 2023 ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée exploite une unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres ;

Considérant que l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 prévoit que les eaux pluviales soient recueillies dans un bassin étanche de 1100 m³ pour les eaux de toiture ;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 1er juillet 2021, il a été constaté que des désordres affectent le bassin d'eaux pluviales de toitures, qui présente des défauts d'étanchéité de la géomembrane sous-jacente et une mise en charge en l'absence de pluies récentes, limitant ainsi sa capacité de rétention en cas d'événement pluvieux important ;

Considérant que le système de collecte des eaux de toiture permet de collecter séparément ces dernières dans le sens où elles sont acheminées dans un bassin de rétention spécifiquement dédié sans contact (dilution ou mélange) avec d'autres effluents susceptibles d'être pollués (ESP) ou non ;

Considérant que conformément aux prescriptions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral en vigueur, l'exploitant propose dans son projet de porter à connaissance la réhabilitation du bassin de rétention actuel des eaux de toiture afin que ce dernier dispose d'une capacité de stockage de 1100 m³ ;

Considérant que ce bassin sera rendu non étanche conformément à la doctrine de la DDTM du Gard concernant la gestion des bassins de rétention des eaux pluviales de manière à favoriser l'infiltration des eaux non susceptibles d'être polluées ;

Considérant qu'il convient cependant de prescrire l'installation d'un système d'obturation en entrée et en sortie de bassin pour prévenir tout risque de pollution par des eaux d'incendie qui seraient versées par accident en direction du bassin ;

Considérant que cette modification n'est pas substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

Arrête :

Article 1 : PRESCRIPTIONS

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine Becquerel 11782 NARBONNE CEDEX est autorisée à poursuivre l'exploitation de son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres en prenant en compte les mesures complémentaires fixées par le présent arrêté.

Article 2 : EAUX PLUVIALES

L'article 3.7 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes qui entrent en vigueur dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

« Art. 3.7. Eaux pluviales

Les eaux pluviales de toitures sont recueillies dans un bassin d'infiltration de 1100 m³. Des vannes guillotines sont positionnées en entrée et en sortie de bassin. Ces vannes doivent être fermées en cas d'incendie. L'exploitant établit une consigne spécifique à cette fin, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce dispositif et cette consigne font l'objet de tests périodiques.

Les eaux pluviales de voiries sont recueillies dans un bassin étanche de 1600m³.

Elles sont de préférence utilisées pour tous les usages ne nécessitant pas d'eau potable.

À défaut, elles sont traitées de façon suivante :

- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs définies à l'article 3.8. La conformité des eaux rejetées aux normes de rejet définies à l'article 3.8. est vérifiée périodiquement par l'exploitant ;
- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur - déshuileur. La conformité des eaux rejetées aux normes de rejet définies à l'article 3.8. est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle. »

Article 3 : RECOURS

Conformément aux articles L 171-11 et L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux paragraphes 1 et 2.

Article 4 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

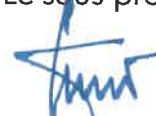
Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 5 : NOTIFICATION – EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié à **Suez R&V Méditerranée** et sera adressé au sous-préfet d'Alès, au maire de la commune de Salindres et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, d'Occitanie, Inspecteur de l'Environnement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
Le sous-préfet,



Emile Soumbo